

Joëlle Milquet

# «Il y a un émiettement du projet francophone»

Joëlle Milquet dénonce les replis régionalistes wallon et bruxellois qui sont à l'œuvre et viennent mettre en danger l'existence de la Belgique francophone.

## LES PHRASES CLÉS

«Les logiques régionales s'imposent. On en arrive à gommer le socle commun francophone. Moi, je me suis toujours opposée à ça quand j'étais présidente de parti.»

«La N-VA occupe l'État pour le moment mais n'a pas renoncé à des demandes communautaires beaucoup plus fortes pour la suite.»

«Le populisme, l'égoïsme, c'est non. Je suis désolée mais on est en capacité d'accueillir, dire le contraire ça me choque.»

## INTERVIEW

MARTIN BUXANT

Jeanne d'Arc, le retour. Alors que la Communauté française, pardon la Fédération Wallonie-Bruxelles, est à la fête ce vendredi, Joëlle Milquet, vice-présidente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enfance, enfourche son vieux cheval de bataille: la défense des francophones. Et celle qui fut «Madame Non» d'étriller les replis régionalistes wallon et bruxellois.

### Vous lancez un cri d'alarme.

Oui. On a négocié une VI<sup>e</sup> réforme de l'État basée sur un fédéralisme à trois régions, j'y souscris et j'y tiens. Mais il ne faudrait pas que, ce faisant, nous en arrivions à oublier, voire à gommer, une logique francophone. Je ne parle pas d'une logique francophone d'agressivité, ce n'est pas l'objectif.

Ce qui me frappe profondément aujourd'hui, c'est le manque de projet commun, le manque de stratégie commune des francophones. On doit incarner une Belgique francophone avec une identité propre basée sur la culture, la langue, l'enseignement, sur les échanges permanents entre Wallonie et Bruxelles. Et là j'ai peur car je ne vois plus cela. J'ai d'autant plus peur que c'est une tendance qui traverse tous les partis: les logiques régionales s'imposent. On en arrive à gommer le socle commun

francophone. Moi, je me suis toujours opposée à ça quand j'étais présidente de parti.

### Donc, des replis régionalistes wallon et bruxellois sont à l'œuvre?

Tout à fait. Et ça fragilise les francophones. Et on sait bien que, dans notre pays, il est fondamental que les francophones restent unis. L'identité francophone n'est plus promue, et ça ne va pas, car elle est structurante de ce que nous sommes.

Il ne faut pas non plus se raconter des histoires, les francophones doivent être soudés car, tôt ou tard, le rapport de force avec les Flamands reviendra à l'agenda. Déjà qu'on est minoritaire dans ce pays mais si, en plus, on ne se serre pas les coudes...

### Il y a encore un danger flamand pour les francophones?

Tout le monde sait quand même très bien qu'il y a un agenda clair et assumé en 2019. La N-VA occupe l'État pour le moment mais n'a pas renoncé à des demandes communautaires beaucoup plus fortes pour la suite. Mais je veux aller au-delà de ce danger.

### Comment ça?

Il ne suffit pas de se rassembler pour faire face à la Flandre. Je veux aussi montrer que le déploiement économique ne marchera qu'à partir d'un projet collectif. Regardez par exemple ce qui se fait au Québec. J'ai l'impression que nous importons dans la

Belgique francophone tout le syndrome de ce qu'on a vécu au sein de l'État belge. C'est-à-dire qu'on est en train de se dissocier, de se confédéraliser nous-mêmes en nous divisant par Régions. Ce n'est pas bon. Allez, regardez, on considère la Fédération Wallonie-Bruxelles comme un niveau de pouvoir ectoplasmique. Les Régions revendiquent toujours plus de compétences communautaires, y compris par exemple sur l'enseignement. Dès qu'on aborde un sujet, c'est de plus en plus des petits réflexes égoïstes: «Oui, ça, ce sont les Wallons qui vont y gagner» ou «Oui, ça, c'est pour les Bruxellois». Mais où va-t-on? Jusqu'où va-t-on aller dans la dilution de l'identité francophone? On est en train de s'émietter. On n'est pas là entre francophones pour se livrer à une concurrence les uns par rapport aux autres.

**Mais l'enseignement, justement, il y a quand même des spécificités à développer dans chacune des Régions. Pourquoi serait-ce insensé de vouloir régionaliser cette compétence...**

Ce serait absurde. Bruxelles et ses 19 communes développeraient leur petit enseignement? Et ensuite, on va demander des équivalences quand on quitte une école d'Uccle pour aller dans une école à Waterloo.

On peut déjà prendre en compte les spécificités locales aujourd'hui. Et puis les différences ne sont pas celles qu'on pense, il y a beaucoup plus de ressemblances entre Charleroi, Liège et Bruxelles qu'avec Namur et le Luxembourg par exemple. Si on vient exiger cela, alors on mine le dernier socle francophone: l'éducation. Et la culture: on ne va pas demain avoir une RTBF pour Bruxelles et une autre pour la Wallonie. Qu'on arrête de figer la population francophone. Les jeunes viennent étudier à Bruxelles, ils y vivent puis repartent parfois vers la Wallonie, la mobilité est constante. Vouloir figer les choses entre Wallons et Bruxellois, ça ne fonctionnera pas.

### Mais c'est aussi parce qu'on a une nouvelle génération de responsables politiques, de Magnette à Prévot en passant

par Lutgen, qui sont plus wallons que francophones...

Ce n'est pas une question de génération. Et ce n'est pas incompatible. Moi j'ai toujours défendu la Région bruxelloise aussi. Mais je ne vais jamais trop loin, je ne vais jamais miner l'identité francophone.

Tout est une question de curseur. Il faut se rendre compte qu'on est avant tout des francophones et qu'ensuite on est des Wallons ou des Bruxellois. Parfois, on en arrive à exalter des différences entre Wallons et Bruxellois. Si on ne se réveille pas et si on n'est pas un peu plus fier d'être francophone, on va se retrouver dans une configuration médiévale, avec des régions, des sous-régions, des politiques locales prenant le pas sur les autres. C'est ça le repli.

### Qui doit reprendre le déploiement francophone en main?

Les partis: ils ont encore une structure francophone. Ce sont eux qui doivent reprendre la main et refédérer les francophones.

### Mais c'est plutôt à la Communauté française à faire vivre cette identité francophone: il est où le ministre-président des francophones?

Je pense donc que les doubles casquettes étaient une très bonne idée et qu'il faudra y revenir. Avant, on avait une seule et même personne qui veillait aux intérêts des Wal-

lons et des francophones, c'était un plus. On devrait recommencer en alternant parfois avec Bruxelles. Le fait d'avoir aujourd'hui des équipes à ce point dissociées est un élément handicapant pour les francophones. On en arrive entre Wallons et Bruxellois à être des entités qui vivent côte à côte avec des projets pas toujours cohérents.

#### **Vous avez un exemple?**

Allez, je vais prendre l'exemple du numérique. D'un côté, on a une Région wallonne qui avance et prend toute une série d'initiatives pour développer le numérique; et à Bruxelles, on n'a pas encore grand-chose là-dessus. Comment voulez-vous que l'enseignement ou la culture puisse se développer harmonieusement là-dessus si on a des politiques numériques différentes en Wallonie et à Bruxelles? À partir du moment où on a un tissu numérique bien plus développé dans une région que dans une autre, ça va accentuer les différences à beaucoup de niveaux.

#### **Donc, la balle est dans le camp des présidents de parti?**

Il faut un pilotage intrafrancophone

unique, plus lisible et plus clair. Les présidents de parti devraient en discuter. Mais on sent très bien que ce débat-là ne veut pas être lancé, qu'il va à contresens des replis régionalistes qu'on constate. Les partis sont les derniers des Mohicans fédérateurs et c'est vraiment eux qui doivent avoir un rôle clé.

**Les laïques, notamment au Parti socialiste, vous mettent la pression par rapport au futur cours de citoyenneté qui, disent-ils, doit être inspiré par le libre examen.**

Je ne veux pas parler du PS. Mais je dois quand même dire que certains sont dans des combats du siècle dernier et ont du mal à respecter les différences, y compris religieuses. Il y a une manière d'utiliser la religion et les cours de religion comme une incitation au terrorisme, c'est ce que certains ont fait depuis Charlie Hebdo. Je demande le respect pour tous et la compréhension de l'autre. Quand il y a de l'obscurantisme et de l'agressivité, je dis stop. J'ai demandé que tous les réseaux d'enseignement puissent avoir une éducation à la citoyenneté, on m'a dit que les profs de religion étaient

inaptes. Mais où va-t-on? Je suis très étonnée d'une résurgence anti-religieuse, il y a un combat contre le pluralisme philosophique. Mais moi je dis: une société n'est pas faite pour avoir une uniformisation complète.

**Vous avez été une des premières à vous battre contre Bart De Wever dès 2007. Quelle lecture avez-vous de ses derniers**

**propos sur les réfugiés?**

J'ai toujours fondé mon engagement personnel, humain et politique sur l'ouverture. Toutes les civilisations se sont faites sur l'ouverture et le mélange. Je suis profondément outrée de ce que je lis et j'entends: venir remettre en cause la Convention de Genève. Et le faire en plus devant des jeunes.

Le populisme, l'égoïsme, c'est non. Je suis désolée mais on est en capacité d'accueillir, dire le contraire ça me choque. On a déjà entendu cette vision à un autre moment, où on monte des gens contre les autres, où on parle d'une supériorité de certains par rapport à d'autres. Avant, c'était les Berbères, maintenant ce sont les réfugiés politiques. Moi je dis stop. On ne peut plus laisser dire ce genre de choses.

**«J'ai demandé que tous les réseaux d'enseignement puissent avoir une éducation à la citoyenneté, on m'a dit que les profs de religion étaient inaptes. Mais où va-t-on?»**